

# 1ere rencontre Sous Cluster « Droits au logement, terres et biens » (HLP en anglais)

3 mars 2020

## AGENDA



- Objectifs du sous-cluster LTB et partenariat avec d'autres clusters
- Droits au LTB dans le contexte humanitaire et cadre juridique
- Echanges sur les problématiques LTB actuelles

# Sous Cluster Droits au LTB

*La Protection est l'ensemble des activités visant à garantir le respect intégral des droits humains conformément à la lettre et à l'esprit des corpus de droits pertinents: DIDH, DIH, Droits des Réfugiés*

- Le droit au LTB englobe le droit à un logement adéquat et à un endroit qui offre un abri, la sécurité et la possibilité d'assurer sa subsistance. Il est reconnu par plusieurs corpus de Droits y compris et avant tout le DIDH
- Le Droit au LTB inclut aussi les droits des propriétaires (de par la coutume ou la législation), des rentiers etc.

# Acteurs de Protection et LTB

Garants des droits liés au LTB dans une période de crise car :

- la sécurité faible ou inexistante du foncier crée des risques de protection et abus de droits comme les GVB et expulsion forcées
- la perte ou la destruction des documents liés au LTB peut affecter la restitution de ces LTB
- le monitoring et la documentation des problèmes LTB (expulsion forcée, relocalisation forcée, occupation illégale) permet de développer des réponses adéquates et a temps

# Interactions avec d'autres acteurs

- **WASH:** besoin de terre pour érection d'infrastructures temporaire ou permanent, ce qui demande des critères clairs du choix de site pour éviter toute éviction forcée, ou des retards dans la construction ou l'occupation de terres appartenant à un privé sans son consentement
- **CCCM** : important de comprendre les arrangements fonciers autour du choix de site, avant toute permission de construire et comment faciliter l'accès à l'eau et à la terre pour l'agriculture

- **Sécurité alimentaire** : la programmation en sécurité alimentaire demande une compréhension des relations entre bénéficiaires et populations hôtes et de l'accès des bénéficiaires à la propriété et à la terre (pour agriculture, commerce, etc.) pour atteindre la sécurité alimentaire
- **Moyens de subsistance/relèvement**: un aspect clé pour assurer les opportunités de subsistance c'est de soutenir l'accès au LTB pour par exemple l'agriculture, les aires de pâturages aussi etc.

# Objectifs du sous cluster LTB

## 1. Améliorer la coordination de l'assistance relative aux LTB

- Attirer l'attention sur la problématique
- Cartographier tous les intervenants du domaine
- Assurer une collaboration étroite avec le cluster abris et le groupe résilience et cohésion sociale

## 2. Améliorer la compréhension des questions relatives aux LTB sur la base des instruments juridiques Nationaux et Internationaux

- Mener une étude/enquête sur les questions relatives aux LTB (suite à une identification des « gaps » de connaissance/informations), recommandations serviront de plaidoyer
- Développer des check list contextuels sur les questions LTB pour les clusters pertinents

## 3. Echanges d'information et plaidoyer auprès du gouvernement, d'autres parties prenantes (autorités coutumières, membres de la société civile) et des acteurs humanitaires sur les questions de LTB

- Coordonner la fourniture de conseils techniques spécifiques;
- Réaliser des formations pour les acteurs du gouvernement, d'autres parties prenantes (autorités coutumières, membres de la société civile) et les acteurs humanitaires;
- Fournir un accès à des outils, des lignes directrices et des méthodes pertinentes aux acteurs susmentionnés;

# LTB dans les urgences humanitaires

- Pendant une urgence humanitaire, l'allocation de terre ou d'habitat facilite l'accès à l'assistance humanitaire (eau, sécurité alimentaire et moyens de subsistance).
- Des retards dans l'accès à la terre et à l'habitat met les personnes dans une situation critique pour leur santé et pour leur vie, remet en cause leur dignité et les expose a de sérieux risques de protection (y compris les VBG)

## **Cependant :**

- Des réponses adéquates aux problématiques LTB bien souvent traversent les phases humanitaires, transitionnels et de développement (nexus)
- Un des défis de ce groupe sera de faire travailler l'humanitaire et le développement sur certaines questions LTB qui sont déjà notées au Burkina (urbanisation anarchique des chefs lieu de communes)

# Evaluation LTB dans les urgences

Dans une crise humanitaire, les questions LTB tournent autour :

- Des besoins immédiats en abris
- Des effets de la crise et du déplacement sur les populations hôtes et les personnes non déplacées
- Des vulnérabilités (y compris celles liées au genre, âge, handicap et groupes minoritaires)
- Du statut LTB des personnes déplacées au lieu d'origine pour anticiper de possibles obstacles au retour

outil évaluation: évaluation de la situation et outils d'intervention (GPC)



# Cadre Juridique

- Droit International des Droits de l'Homme et Droit International Humanitaire: les PDI ont droit à une demeure sûre, libre de toute expulsion
- Les Principes directeurs sur le déplacement interne
- La Convention de Kampala (art 9, 11)
- La Constitution du Burkina Faso (article 17)
- La loi n°034-2002/AN du 14 novembre 2002 portant loi d'orientation relative au pastoralisme
- Le décret n°2007-610 du 04 octobre 2007 portant adoption de la politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural ;
- **La loi n°034-2009/AN du 16 juin 2009 portant régime foncier rural: le principal texte dans notre contexte**

# Cadre Juridique



- La loi 034-2012/AN du 02 juillet 2012 portant réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso
- La décision A/DEC 5/10/98 relative à la réglementation de la transhumance entre les Etats membres de la CEDEAO
- La loi n°103-2015/CNT du 22 décembre 2015 portant bail locatif
- Enfin le Décret n°2012-263/PRES/PM/MATDS du 03 avril 2012 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement des commissions de conciliation foncière villageoise(CCFV)

# Les préoccupations majeures avant la crise humanitaire: causes des conflits fonciers



- L'intensification dans certaines régions des migrations agricoles et des transhumances pastorales
- Le développement d'un processus de concentration des terres entre les mains d'entrepreneurs ruraux dénommés agro businessmen
- La multiplication et l'aggravation des conflits entre acteurs ruraux à l'occasion de la mise en valeur des terres et de l'exploitation des ressources naturelles
- La faible efficacité des mécanismes juridiques et institutionnels de gestion foncière et de gestion des conflits en milieu rural
- La propriété privée est reconnue dans l'Etat de droit et qui s'accommode mal avec la propriété exclusive de l'Etat sur la terre
- La faible sécurisation foncière des acteurs ruraux.

# Problématiques identifiées à la fin 2019



- Surpeuplement des chefs lieu de communes (logement inadéquat, inflation non régulée location, )
- Difficile accès aux terres des PDI pour le logement, les pâturages et pour les cultures
- Non sécurisation du foncier acheté par les PDI
- Sites spontanés (occupations illégales de terres privées, de l'Etat et des communes)
- Vol du bétail dans le Sahel et le Centre Nord/bradage du bétail (aussi lié à l'accès aux terres qui obligent les éleveurs à ne pas quitter leurs zones)
- Demande de restitution de terres par des PDI après une longue absence dans le Centre Nord

# Activités LTB

- Services d'information, sensibilisation, de conseil, et d'assistance juridique et judiciaire sur les LTB
- Identifier et travailler avec les mécanismes traditionnelles, religieuse et formelles pour le règlement des conflits autour du LTB
- Identifier des insuffisances dans la législation à la jouissance des droits liés au LTB (qui pourraient être reprises lors de la domestication de la Convention de Kampala)

# Nous vous remercions

